

CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD
NORTH ATLANTIC COUNCIL

EXEMPLAIRE
COPY

N° 62

N A T O C O N F I D E N T I E L

ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS
8 novembre 1989

DOCUMENT
C-M(89)57

LA SITUATION EN UNION SOVIETIQUE ET DANS LES PAYS D'EUROPE DE L'EST
AVRIL 1989 - OCTOBRE 1989

Note du Secrétaire général

1. On trouvera ci-joint le rapport que m'a adressé le Président du groupe d'experts sur la situation en Union soviétique et dans les pays d'Europe de l'Est, réuni au siège de l'OTAN du 18 au 20 octobre 1989.
2. Le présent rapport engage uniquement la responsabilité des experts qui ont participé aux travaux du groupe.
3. Il sera inscrit à l'ordre du jour de la réunion du Conseil du 22 novembre 1989.

(Signé) M. WÖRNER

OTAN
1110 Bruxelles

N A T O C O N F I D E N T I E L

LA SITUATION EN UNION SOVIETIQUE ET DANS LES PAYS D'EUROPE DE L'EST

Note du Président du groupe d'experts

1. Le rapport ci-joint a été établi par des experts de la Belgique, du Canada, du Danemark, de la France, de l'Allemagne, de la Grèce, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Norvège, du Portugal, de l'Espagne, de la Turquie, du Royaume-Uni et des Etats-Unis, qui se sont réunis au siège de l'OTAN du 18 au 20 octobre 1989.

2. Le présent document couvre la période du 8 avril 1989 au 20 octobre 1989.

(Signé) D.I. MILLER

LA SITUATION EN UNION SOVIETIQUE ET EN EUROPE DE L'EST

TABLE DES MATIERES

<u>Point</u>	<u>Objet</u>	<u>Paragraphe n°</u>
I.	Tendances générales et perspectives	1 - 16
II.	Le nouveau Soviet suprême	17 - 21
III.	Le PCUS - Déclin de son pouvoir et de son autorité ?	22 - 28
IV.	Les nationalités	29 - 34
V.	Développements récents dans les Etats baltes	35 - 43
VI.	La situation politique et économique en Pologne	44 - 50
VII.	Hongrie : mort du PSOH - Naissance du PSH	51 - 60
VIII.	Bulgarie : causes de l'émigration forcée	61 - 64
IX.	Changement de visage de l'opposition politique en Tchécoslovaquie	65 - 70
	* * *	
X.	Yugoslavie : rivalités entre républiques	71 - 76
XI.	Relations de l'Albanie avec les pays du CAEM	77 - 79

I. TENDANCES GENERALES ET PERSPECTIVES

1. Les élections au Congrès des députés du peuple, qui ont eu lieu le 26 mars, ont marqué une nouvelle étape dans la vie politique de l'URSS et le début de l'action menée par M. Gorbatchev pour déléguer au Soviet suprême et aux Soviets le pouvoir sur tous les aspects de l'activité de la nation. Les élections ont également conféré une dimension nationale à certaines personnalités de tendance radicale, ont donné un nouveau souffle à l'ancien chef du parti de Moscou, M. Boris Eltsine, et ont offert aux hommes politiques la possibilité de se hisser aux premiers rangs à la faveur d'élections aux Soviets. Il faudra un certain temps au Congrès des députés du peuple et au Soviet suprême pour asseoir leur autorité sur des bases durables, mais dès le début de leurs travaux, ils ont témoigné de leur volonté de remplir leur mandat constitutionnel en tant qu'organe suprême investi du pouvoir législatif et administratif et du pouvoir de supervision.

2. M. Gorbatchev a su consolider son avantage en obtenant le départ de 3 membres titulaires et de 2 membres suppléants du Politburo, lors du plénum de septembre du comité central, et s'est ainsi débarrassé de poids morts et d'éléments conservateurs actifs. Ces changements constituent indéniablement un nouveau renforcement de son autorité au moment où il s'appête à une réforme en profondeur du parti d'ici à la fin de l'année. La promotion de M. Krushchov (KGB) est l'initiative la plus spectaculaire.

3. Au cours des six derniers mois Moscou a dû faire face à une agitation nationaliste sans précédent depuis la mort de Staline. Les républiques baltes font campagne pour une véritable autonomie, sinon l'indépendance; les Biélorusses et les Ukrainiens militent pour des réformes écologiques et linguistiques; les Moldaves ont adopté une législation radicale en matière linguistique; les Arméniens et les Azéris continuent à se disputer le Nagorno-Karabakh; contestés par les Abkhazes, les Géorgiens sont pris à contre-pied par la réaction de Moscou; quant aux Ouzbèkes ils s'affrontent avec les Meskhs. De petits groupes inconnus jusqu'alors et des Russes, tant en RSFSR qu'en dehors de leur patrie d'origine, ont commencé à défendre leur propre programme. Longtemps attendu, le plénum des nationalités s'est tenu en septembre et ses résultats ont été anodins, mais les limites de la tolérance à l'égard des nationalités sont apparues avec une résolution condamnant la confédéralisation du PCUS, la sécession de l'Union et toute modification des frontières.

4. Ayant permis à des forces sociales longtemps réprimées de faire surface, le régime a commencé à s'adapter aux manifestations désordonnées d'une société pluraliste naissante, notamment la participation du public à la vie politique, l'opposition au sein du Soviet suprême, et l'apparition de politiciens indépendants au niveau local. Les autorités ont également vu leurs décisions soumises, temporairement du moins, au contrôle législatif, ce qui est une expérience relativement nouvelle.

5. Les dirigeants, de même que d'éminents économistes, s'inquiètent profondément de l'instabilité économique et sociale engendrée par les réformes partielles appliquées jusqu'ici, et leur réaction a été tantôt d'apporter

C-M(89)57

- 5 -

certaines assouplissements, tantôt de reporter les échéances. Des mesures administratives de type traditionnel ont été prises dans l'espoir de rétablir un certain équilibre économique. M. Gorbatchev est conscient de la nécessité de véritables mesures de réforme en profondeur, mais il se heurte à des obstacles considérables - énorme déficit budgétaire, inflation déguisée, accumulation excessive de roubles, graves pénuries de denrées alimentaires et de biens de consommation, et retards dans l'industrie. L'année à venir s'annonce plus difficile encore, car les coupes projetées dans les investissements du centre risquent de plonger l'économie dans la récession.

6. Aucun événement majeur n'est intervenu dans la politique de défense soviétique au cours des six mois écoulés : une intense activité militaire généralement observée accompagne la mise en application de la doctrine militaire précédemment adoptée. Les Soviétiques ont terminé la première tranche des réductions unilatérales en Europe de l'Est. Les autres réductions prévues dans le Pacte de Varsovie devraient prendre effet comme prévu. Aux négociations sur les FCE, l'URSS continue d'être guidée par son principal objectif : réaliser de nouvelles réductions significatives des forces conventionnelles. Malgré les rumeurs d'un éventuel coup d'Etat militaire dans le courant de l'été, dont M. Gorbatchev lui-même s'est fait l'écho, l'armée soviétique, sans être entièrement acquise à tous les aspects de la perestroïka, reste résolument loyale à la direction politique. Un débat s'est engagé au Soviet suprême sur le niveau des dépenses de défense.

7. En Pologne la formation en septembre d'un gouvernement qui n'est plus dominé par les communistes est un événement historique. Il apparaît clairement désormais que le marché passé à la table ronde d'avril recèle davantage de promesses de changement qu'aucune des parties ne le pressentait à l'époque. Le succès de Solidarité aux élections de juin et les piètres résultats du parti communiste, puis la courte avance de M. Jaruzelski aux élections présidentielles, témoignent de l'effritement de la base du parti. Solidarité voulait se tenir à l'écart de la coalition post-électorale afin de s'attacher à consolider son poids politique au niveau local, mais le mouvement s'est vu contraint d'accepter les responsabilités du pouvoir.

8. Bien que M. Walesa ait personnellement proposé que Solidarité forme un gouvernement avec les anciens partenaires du POUP, il était probablement sincère en exprimant des inquiétudes par la suite. Les dangers sont réels, et le succès ne peut être garanti. Dans l'immédiat, les pressions au sein de la coalition - et les intérêts disparates qu'elle représente - empêcheront d'adopter une politique qui réponde aux exigences de l'heure; en effet, depuis six mois du moins, rien n'a été fait pour empêcher l'économie de s'effondrer. Les dirigeants soviétiques semblent avoir accueilli les événements de Pologne avec un calme relatif. La défense et la sécurité intérieure restent entre les mains des communistes. De plus, M. Jaruzelski est maintenant solidement installé à la présidence où il continuera de faire office de garant de l'ordre constitutionnel, et en fait du maintien de la Pologne dans le Pacte de Varsovie.

9. Le 14ème congrès du parti socialiste ouvrier Hongrois (parti communiste) réuni à Budapest du 6 au 9 octobre 1989 a constitué une nouvelle

rupture historique. Pour la première fois, un parti communiste au pouvoir met fin à son existence, considérant que son expérience historique est révolue. Un nouveau parti, le parti socialiste hongrois a été créé, par une écrasante majorité des délégués (sur 1.274, 159 voix contre et 38 abstentions). Ce parti veut "rompre définitivement avec la dictature du prolétariat et son idéologie". Son programme vise à mettre en place un régime de type parlementaire et une économie de marché. Cependant, la transformation du PSOH en PSH ne met pas fin à toute ambiguïté. M. Nyers, élu Président du PSH, a su jusqu'ici éviter l'éclatement du parti, mais au détriment d'une plus grande clarification, voulue par les réformateurs. Enfin, la prudence devant cet événement des médias soviétiques qui le présentent davantage comme une "auto-réforme" du parti que comme une rupture, laisse ouverte la question des rapports avec l'URSS et le PCUS.

10. En Bulgarie, la période sous revue a été dominée par l'émigration massive des Turcs de souche ⁽¹⁾. De la fin mai à la fin août, 317.000 personnes environ avaient franchi la frontière vers la Turquie. La campagne d'assimilation a lamentablement échoué, et n'a eu d'autre effet que de durcir l'opposition turque. A la fin mai, au lendemain de manifestations qui se sont soldées par des morts, les autorités bulgares ont entrepris d'expulser de nombreux Turcs. Par la suite des milliers de Turcs d'origine ont tiré parti de la libéralisation de la réglementation sur les passeports pour fuir le pays.

11. En Tchécoslovaquie, l'opposition a considérablement élargi sa base au cours des six mois écoulés. L'Eglise, les signataires de la charte 77, et les anciens leaders du printemps de Prague réunis en une sorte d'alliance, ont contribué à transformer le sentiment de désaffection envers le régime, en une volonté plus active de changement. La réaction du pouvoir a été d'engager, très provisoirement, le dialogue, tout en réprimant sévèrement les activités considérées comme inacceptables. La ligne de partage semble être toute dénonciation du rôle dirigeant du parti.

12. En Roumanie, la situation politique et économique se caractérise par la stagnation, ainsi que par des manifestations d'opposition contre l'absolutisme de Ceausescu, plus fréquentes, mais qui restent peu importantes. L'isolement du pays s'accroît dans ses relations avec l'étranger et les pays occidentaux condamnent plus énergiquement la situation déplorable des droits de l'homme; Bucarest est toujours incapable de promouvoir son programme antiréformiste au sein du Pacte de Varsovie. En réponse peut-être à une lettre de protestation qui a circulé parmi les délégués au congrès du parti communiste roumain prévu pour novembre, M. Ceausescu s'est lancé dans une campagne de relations publiques qui n'est pas dans ses habitudes.

1) L'expert de la Grèce a jugé nécessaire de faire observer que l'expression utilisée dans les traités internationaux qui fixent les obligations de la Bulgarie en la matière et qui reflètent la réalité, est "minorités musulmanes" composées de divers groupes ethniques.

C-M(89)57

- 7 -

13. L'exode de RDA par la frontière nouvellement ouverte entre l'Autriche et la Hongrie, mais aussi par la Tchécoslovaquie et la Pologne, s'est intensifié dans le courant de l'été : 80.000 personnes, en plus des 100.000 qui, d'après les estimations, doivent quitter le pays cette année par les filières normales. Il reste à voir comment ce problème, auquel s'ajoute la montée des pressions en faveur de la réforme au sein de la population est-allemande, mais aussi du SED et des formations qui font partie du bloc national, sera réglé par la nouvelle direction sous la conduite de Egon Krenz.

14. Au sein du Pacte de Varsovie, le clivage politique entre dirigeants orthodoxes et leurs alliés réformateurs continue de s'accroître. Alors que les réunions du Pacte sont centrées sur les points de convergence, en particulier sur les initiatives de désarmement, l'accord reste bloqué dans les instances du CAEM, le plus souvent par des dissensions fondamentales sur la politique d'intégration et la politique économique.

*
* *

15. En Yougoslavie, le fossé ne cesse de se creuser entre les républiques et la situation pourrait devenir plus explosive si le régime et le pouvoir central continuent à s'affaiblir. En dépit de la persistance de graves difficultés économiques, notamment de l'hyperinflation, le gouvernement Markovitch reste fermement partisan de l'introduction d'une économie de marché. De nouveaux progrès vers la démocratisation de la vie politique ont également été réalisés. Mais la querelle se prolonge entre la Serbie et la Slovaquie, et l'évolution récente de la situation dans ces deux républiques ne laisse guère présager de réconciliation. La commission constitutionnelle de l'Assemblée nationale slovaque a adopté des amendements à la constitution de la république, prévoyant notamment le droit à la sécession. Le prochain affrontement majeur se livrera vraisemblablement au 14ème congrès de la ligue des communistes, en janvier 1990.

16. L'Albanie a procédé à des échanges d'ambassadeurs avec tous les Etats du Pacte de Varsovie, à l'exception de la Pologne et de l'URSS. Elle persiste dans son refus de rétablir des relations diplomatiques avec l'Union soviétique. Son principal souci est de développer ses liens économiques avec ces pays, tout en maintenant un minimum de relations politiques. En cours de période, la RDA s'est montrée particulièrement active. En juin, la visite à Tirana de son ministre des affaires étrangères, M. Fisher, s'est soldée par des accords de coopération économique et industrielle.

II. LE NOUVEAU SOVIET SUPREME

17. Le nouveau Soviet suprême a été élu le 26 mai par le Congrès des députés du peuple; sa première session s'est ouverte le 3 juin et a été prorogée jusqu'au 4 août. Il y a peu de réformateurs notoires parmi les 542 membres des deux chambres qui le composent, la plupart ayant subi une cuisante défaite à des élections marquées par le poids de ce qu'un libéral a

qualifié de "majorité agressivement passive". L'échec initial de M. Eltsine a soulevé des problèmes particuliers. Le Soviet suprême ne compte que de rares "survivants" de la précédente assemblée. Sa composition est très différente, avec trois membres du Politburo seulement (MM. Gorbatchev, Loukyanov, vice-président, et Vorotnikov, président du Soviet suprême de la RSFSR). L'appareil du parti ou du gouvernement y est peu représenté, mais on dénombre au moins 130 membres de l'intelligentsia universitaire et culturelle.

18. Le Soviet suprême a déjà apporté la preuve de son dynamisme en prenant au sérieux, et à la lettre, les droits et devoirs qui lui sont reconnus sur le papier. Les délégués ont entrepris d'interroger longuement et intensément les candidats aux fonctions de ministres et sont parvenus à en rejeter neuf, dont deux se sont retirés après avoir vu leur désignation contestée en commission. Cette situation n'a pas manqué de préoccuper MM. Gorbatchev et Rijkov qui ont dû user d'une influence considérable pour faire accepter certaines candidatures, notamment celle de M. Yazov au ministère de la défense. M. Rijkov lui-même a été assailli de questions, notamment sur ses erreurs de gestion économique, la pauvreté et les désastres écologiques, avant d'être nommé à la présidence du conseil des ministres.

19. Pour ses débuts parlementaires, le Soviet suprême a dès sa première séance dépassé la plupart des espoirs mis en lui. Longuement diffusé par la télévision, mais en différé, car l'audience d'un programme retransmis tout au long de la journée, provoquait une baisse de productivité chiffrée à 20 %, ses débats ont contribué à politiser la population soviétique et à l'associer au processus de changement de la société. Ils ont également permis de faire entrer dans la vie politique et de populariser une nouvelle classe d'activistes exclus jusqu'alors de la conduite des affaires, - membres de l'intelligentsia universitaire et artistique, juristes ou directeurs et travailleurs d'usine.

20. Un ambitieux programme législatif a été adopté pour la session de l'automne, - de l'élaboration d'une nouvelle constitution à la réforme de l'économie, aux droits de l'homme, à la question des nationalités et à de nombreux autres dossiers. Certains aspects du programme de réforme pourraient néanmoins être retardés du fait de l'inaptitude du Soviet suprême à avancer rapidement ses travaux. Les problèmes de nationalités garderont sans doute une place prééminente à la prochaine session, qui examinera le système fédéral, le transfert du pouvoir économique aux républiques, la position des petites minorités ethniques, en dehors de leur territoire national, et la question du renforcement du statut de la Russie (RSFSR), qu'il est prévu de doter de sa propre académie des sciences (et peut-être aussi de sa propre organisation du parti sous forme de bureau ou de secrétariat).

21. Les réformes politiques de M. Gorbatchev ont abouti à la formation d'un parlement dynamique où une majorité de membres du parti côtoient diverses coalitions d'intérêts qui s'activent déjà. C'est ainsi qu'un groupe interrégional de députés s'est créé; il comprend 400 membres environ dont certains adhérents du groupe des députés extrémistes de Moscou et des représentants des républiques baltes. Il a cinq coprésidents, dont MM. Eltsine

C-M(89)57

- 9 -

et Sakharov, et se targue de compter parmi ses membres 90 députés du Soviet suprême. A une réunion du comité central, le 18 juillet, M. Rijkov s'est inquiété de la façon dont le parti semble s'être marginalisé par rapport au processus politique et législatif; il a de bonnes raisons de craindre que l'action future du gouvernement soit véritablement passée au crible, voire contestée, par le Soviet suprême. L'un des premiers points à l'ordre du jour de la prochaine session est un programme de sauvetage économique et financier - le débat risque d'être difficile. La primauté du parti sera mise en question lorsque des décisions ou des textes législatifs, dont jusqu'ici le parti avait seul l'initiative, seront amendés ou rejetés par le Soviet suprême (comme cela s'est déjà produit à propos d'une ou deux questions d'importance).

III. Le PCUS - DECLIN DE SON POUVOIR ET DE SON AUTORITE ?

22. Les années de perestroïka ont été marquées par un déclin régulier de l'influence et de l'autorité du parti, de même que de son prestige historique, particulièrement au niveau régional et local mais aussi au centre. A mesure que se déroule le processus de réforme, le parti se trouve distancé, faute d'avoir su trouver un rôle adapté à la nouvelle situation, malgré les exhortations répétées de M. Gorbatchev.

23. La manifestation la plus éclatante de la crise est la défaite d'un grand nombre de hauts responsables du parti aux élections de mars au Congrès des députés du peuple. Au plénum du comité central, le 25 avril, de nombreux discours ont traduit la profonde humiliation du parti, ainsi que du ressentiment à l'égard de la glasnost qui a discrédité son image et son action. Des fonctionnaires locaux du parti ont attribué leur impopularité aux erreurs politiques et aux faiblesses du pouvoir central, - les organisations locales du parti ayant fait les frais du mécontentement de la population devant une situation sur laquelle elles n'ont aucun contrôle - de même qu'aux carences de leurs prédécesseurs.

24. Depuis deux à trois mois, les critiques contre la politique de M. Gorbatchev et partant contre la direction même se donnent libre cours. Encouragés peut-être par la contestation ouverte au Congrès au sujet de questions autrefois tabous - comme l'action de l'équipe au pouvoir ou les méthodes du KGB - et par les fréquentes dénonciations publiques de la politique gorbatchévienne par M. Eltsine, des cadres du parti ont à leur tour attaqué directement le numéro un soviétique dans la presse. De même que l'année précédente, ces articles ont paru dans le courant de l'été pendant les vacances de M. Gorbatchev. Comme l'a montré le plénum de septembre, toutefois, M. Gorbatchev a été suffisamment maître de la situation politique pour imposer son programme et la date du prochain congrès du parti au comité central, mais aussi pour écarter du Politburo des "âmes mortes" et des éléments conservateurs actifs (comme M. Tchebrikov), et pour favoriser l'ascension de son proche allié, au KGB (M. Kryouchkov).

25. Le transfert du pouvoir vers le Soviet suprême pose un dilemme au parti. L'essentiel est de savoir comment le parti, discrédité notamment par la

corruption, l'autosatisfaction, des privilèges immérités, et son inaptitude à répondre aux besoins de la population, peut préserver son rôle dirigeant, dans le nouveau climat de glasnost et de pluralisme d'opinions, alors qu'un "parlement" actif et permanent (de même que des Soviets et des collectifs de travailleurs de plus en plus puissants) peut discuter les nominations et les textes de loi du gouvernement, et les soumettre aux voix, sans crainte de représailles. Le centralisme démocratique est rarement évoqué aujourd'hui, alors qu'il existe toujours en principe; quoi qu'il en soit le système de la nomenclature, corrompu et inefficace, est de plus en plus dénoncé ouvertement. Les nominations aux organes locaux du parti seront plus souvent soumises au verdict populaire lors des élections aux Soviets, bien que M. Gorbatchev ait concédé le 18 juillet que les secrétaires du parti ne doivent pas nécessairement présider aussi le Soviet local - réduisant ainsi l'influence du parti. Les directeurs d'usines et d'exploitations agricoles sont désormais censés être élus par les travailleurs.

26. Le parti a été prié de modifier son mode de fonctionnement. Il ne gère plus l'activité économique, mais donne l'impulsion politique. Il devrait donc participer à la mise en oeuvre des réformes, mais comme nombre d'entre elles menacent implicitement son rôle même au sein de la société, il s'en abstiendra sans doute.

27. M. Gorbatchev a affirmé que le parti devait conserver un rôle d'avant-garde. Il soutient que le système de parti unique doit être préservé et que le pluralisme d'opinion peut se réaliser efficacement dans ce cadre. La ligne officielle est que seul le PCUS peut maintenir la cohésion de la société et faire avancer la mise en oeuvre des réformes indispensables. L'idéologue du parti, M. Medvedev, a toutefois reconnu qu'un débat devra s'ouvrir sur un système multipartite et que l'article 6 de la constitution - sur le rôle dirigeant du parti - dont l'abolition a été publiquement demandée, il devra être revu. Une commission constitutionnelle, présidée par M. Gorbatchev, a été constituée au Congrès, des députés du peuple.

28. C'est dans ce contexte que M. Gorbatchev se trouve devant la tâche difficile, voire impossible, de galvaniser le parti et de rétablir son autorité, alors que chaque jour l'initiative politique lui échappe au profit d'organismes dont le mandat émane du peuple. Sa tâche est doublement difficile du fait que c'est lui qui a enclenché le processus et qui en a bénéficié en assumant une présidence d'un nouveau style. Il s'est rendu compte que le parti constituait un obstacle à la réforme, et il a délibérément entrepris d'affaiblir son influence ou de le court-circuiter. Son succès a dépassé ses espérances, et le parti est maintenant en proie à la démoralisation.

IV. LES NATIONALITES

29. Le malaise des nationalités, dans les républiques baltes et ailleurs, prend des proportions jamais atteintes depuis l'ère stalinienne. Mais ce mouvement n'a pas de caractéristiques homogènes. Malgré l'impression donnée à l'étranger, la contagion n'a pas gagné toute la périphérie; en fait, plus de

90 % des manifestants appartiennent à des nationalités qui représentent moins de 10 % de la population. De plus, leurs objectifs sont très différents. Les non-Russes sont partagés sur presque tout à l'exception des problèmes linguistiques - de la question de l'indépendance à la signification de l'autonomie économique. A l'exception des Baltes, il n'existe pratiquement pas de groupe national qui fasse front pour réclamer l'indépendance. Dans les républiques baltes, aucune violence n'est à signaler parmi les collectivités. Dans le Caucase et dans certaines régions d'Asie centrale en revanche, des atteintes répétées à l'ordre public ont fait de nombreux morts, et, en Arménie, un blocus économique a paralysé l'activité.

30. Il ne faut pas s'exagérer les retombées des troubles pour le régime et pour M. Gorbatchev personnellement. La direction, largement dominée par les Russes, est unie dans sa volonté de maintenir l'intégrité territoriale du pays et adoptera une ligne très dure au cas où ce principe serait mis en question. Des divergences existent néanmoins sur deux questions subsidiaires : d'une part, le juste équilibre entre les droits des 30 millions de Russes vivant en dehors de la RSFSR et les nouveaux droits et pouvoirs des non-Russes; d'autre part, l'ampleur des répercussions de toute politique adoptée pour une région sur les autres. Les opinions se partagent en fonction de chaque cas d'espèce, sans aboutir à la création de factions.

31. Les "thèses" adoptées au plénum des nationalités, en septembre, reflètent le degré d'accord au sein de la direction. Tout comme le problème des nationalités même, elles paraissent beaucoup plus extrêmes qu'elles ne l'étaient en fait. Presque toutes sont des propositions de réflexion, plutôt que l'énoncé d'une politique à suivre; elles ne mettront pas fin au problème ni au débat, mais elles préludent à de nouvelles politiques ethniques, à l'assemblée législative comme dans la rue. Dans la mesure pourtant où elles reflètent le courant de pensée actuel de Moscou, le régime a clairement manifesté son intention de rétablir le contrôle central sur des républiques de plus en plus rétives.

32. A de rares exceptions près, ce qui est donné d'une main aux républiques non-russes leur sera de toute évidence retiré de l'autre. Ainsi les républiques doivent garder la haute main sur tous les secteurs qui ne sont pas délégués au gouvernement fédéral, mais la liste des responsabilités du centre est si étendue que Moscou peut toujours s'ingérer dans pratiquement toutes les affaires. Les républiques doivent détenir les ressources locales, définir et appliquer leurs idées en matière d'autonomie, mais Moscou compte conserver le droit de fixer des règles au niveau fédéral pour l'utilisation des ressources et les grands axes du développement économique. Moscou compte aussi pouvoir opposer son veto aux initiatives des républiques, tout en leur accordant la faculté de s'élever contre les décisions du centre.

33. La république de Russie (RSFSR) en revanche obtiendra manifestement de nombreuses institutions qui lui faisaient traditionnellement défaut - dont sa propre académie des sciences et une forme d'organisation du parti. Des droits sensiblement accrus pourront être accordés à des entités autonomes à l'échelon

inférieur à celui de la république, et aux groupements qui ne disposent pas actuellement d'organisme d'Etat leur permettant de s'associer pour la défense de leurs droits culturels et linguistiques (par exemple de minorité polonaise de Lituanie qui réclame actuellement son autonomie).

34. Lorsque le comité central du parti s'exprimait, il était d'usage que le pays tout entier l'écoute, mais en l'occurrence le débat risque de se poursuivre et de s'amplifier. Moscou n'a toutefois encore rien dit sur le seul sujet qui pourrait contribuer à clarifier les choses, c'est-à-dire la ligne de partage entre les moyens légitimes de protestation politique qui seront garantis, et les initiatives illégitimes auxquelles il sera mis un terme. Dans ces conditions, les nationalistes continueront de vérifier jusqu'où ils peuvent aller, tandis que les conservateurs s'opposeront à toutes les formes de revendications locales et remettront plus énergiquement en question la politique qui leur a donné libre cours.

V. DEVELOPPEMENTS RECENTS DANS LES ETATS BALTES

35. Les tensions s'aggravent régulièrement entre Moscou et les Etats baltes. Parmi la multitude de causes particulières qui pourraient expliquer cette situation, on peut citer les dissensions sur des questions d'ordre constitutionnel et juridique et la menace de voir les organisations du parti communiste à l'échelle des républiques (en Lituanie et en Lettonie) se retirer du PCUS, créant ainsi un dangereux précédent. Le parti communiste unitaire, qui est une conception léniniste, est le principal ingrédient du ciment qui a finalement maintenu la cohésion de l'URSS (techniquement parlant une fédération de 15 Etats socialistes souverains). Devant la menace d'une défaite aux prochaines élections locales, les partis communistes baltes se sont vus contraints de jouer la carte nationaliste. Quoi qu'il en soit, de nombreux membres du parti local ont des aspirations nationalistes et ils viennent grossir les rangs des fronts populaires qui, dans les trois républiques, inscrivent de plus en plus le séparatisme à leur programme. L'attitude des autorités de Moscou à leur égard est devenue franchement négative. Entre-temps, la presse militaire publiait un flot régulier d'informations indignées sur les événements, concernant dans de nombreux cas des militaires et des installations des forces armées sur place.

36. En Estonie, un projet de loi sur les élections aux Soviets locaux, publié en juin, fixait des conditions de résidence pour les électeurs et les candidats, qui auraient notamment pour effet de priver du droit de vote de nombreux militaires stationnés sur place. Ce projet a été le détonateur pour l'importante minorité russe de la République, qui se sent de plus en plus menacée. Des grèves relativement peu étendues ont éclaté; elles étaient organisées par les deux groupes qui se confondent avec des intérêts russes, "Intermouvement" et le Conseil mixte des collectifs de travailleurs. (Des organes similaires existent dans les deux autres républiques et de nouveaux mouvements se constituent comme l'Union pour la défense du pouvoir soviétique en Lituanie). Le Soviet suprême d'Estonie a décidé en juillet de repousser de deux semaines toute décision sur ce projet de loi, et les grèves se sont

interrompues. Lorsque la loi a été adoptée en août, toutefois, elles ont repris de plus belle pour toucher au plus fort de l'action 80.000 travailleurs de plus de 50 entreprises. Dans un geste inepte et juridiquement contestable en soi, les autorités estoniennes ont tenté de déclarer les grèves illégales. Le 16 août, le Présidium du Soviet suprême d'URSS a décrété que certains aspects de la loi électorale étaient inconstitutionnels et a enjoint à l'Estonie de l'amender avant le 1er octobre, ce qu'elle a fini par faire le 5 octobre en ramenant de cinq à deux ans les conditions de résidence exigées. Entre-temps, le Soviet suprême de Lituanie avait à son tour adopté une loi électorale ne prévoyant pas de conditions de résidence. En Estonie, l'impression s'était répandue que les grèves (auxquelles étaient mêlées plusieurs installations travaillant pour la défense) étaient orchestrées de Moscou.

37. Le 27 juillet, le Soviet suprême d'URSS a donné le feu vert à l'autofinancement des trois républiques baltes à partir du 1er janvier 1990, un an plus tôt que prévu à l'origine. Il a également entériné en principe d'ambitieux plans d'autonomie économique pour l'Estonie et la Lituanie. Dans la pratique toutefois l'effet de ces décisions reste incertain : il faut encore arrêter le détail des plans. Les débats du Soviet suprême ont révélé, à tous les niveaux de la hiérarchie soviétique jusqu'au sommet, de profondes dissensions sur le point de savoir jusqu'où les Baltes seraient autorisés à aller. Sans doute M. Gorbatchev et ses plus proches collaborateurs espèrent-ils que la satisfaction des revendications de souveraineté économique des Baltes permettra de désarmer, dans une certaine mesure du moins le mouvement vers l'indépendance politique.

38. Dans le même esprit, M. Gorbatchev a cédé aux fortes pressions des républiques baltes, en autorisant la création d'une commission du Congrès des députés du peuple chargée d'examiner le pacte de non-agression signé en 1939 avec les nazis. (Le comité central du PCUS a également institué à cet effet une commission, mais aucune publicité n'a été donnée à ses travaux.) D'après les premières constatations de la commission, le protocole annexe secret est authentique - ce qui constitue en soi une avancée décisive, car depuis des années les autorités soviétiques entretenaient la confusion à ce sujet tandis que certains, notamment des historiens, n'hésitaient pas à insinuer que le document avait été fabriqué par les Occidentaux. Depuis quelque temps, il apparaissait à l'évidence que l'on préparait l'opinion à un retournement sur la question de l'authenticité. Quoi qu'il en soit, des efforts laborieux étaient faits au niveau officiel pour "découpler" l'accord territorial avec les nazis des événements "révolutionnaires" de 1940 qui ont conduit au rattachement des Etats baltes.

39. Que les peuples baltes aient choisi librement le rattachement à l'URSS, telle est la thèse indéfendable avancée par A.N. Yakovlev, président de la commission du Congrès (en août), puis par M. Gorbatchev en personne au plénum du Comité central sur les nationalités en septembre. Une commission du Soviet suprême de Lituanie chargée d'étudier les traités de 1939-1941 avec les nazis et leurs conséquences déclarait, en août, qu'ils avaient préludé à la perte de souveraineté et de l'indépendance nationale et que la déclaration d'intégration

de la Lituanie à l'URSS faite en juillet 1940 par le gouvernement lituanien, ainsi que la loi par laquelle l'URSS devait entériner par la suite le rattachement de la SSR de Lituanie à l'URSS étaient illégales. Ces constatations vont directement à l'encontre des efforts de plus en plus désespérés de Moscou pour maintenir que l'incorporation en 1940 des Etats baltes était légale. C'est ainsi que le 21 juillet la Pravda publiait de nouveau le texte des déclarations faites par le gouvernement de l'époque des deux républiques pour demander l'incorporation à l'URSS - documents dont la formulation a un relent de diktat.

40. Pour célébrer l'anniversaire du pacte germano-soviétique le 23 août, les fronts populaires ont décidé de former une chaîne humaine à travers les trois capitales des républiques baltes. La manifestation s'est déroulée sans incident : plus d'un million de personnes, selon les estimations, y auraient pris part. L'appréhension grandissante de Moscou devant les mouvements séparatistes et nationalistes commençait néanmoins à trouver un écho, si tardivement que ce soit, en haut lieu. Le 15 août, la Pravda avait consacré à la situation dans les républiques baltes un éditorial qui condamnait non seulement les groupements "franchement anti-soviétiques" et ceux qui revendiquaient la sécession, mais aussi les partis communistes locaux, dont certaines organisations "ont renoncé fondamentalement à la lutte politique", tandis que certains de leurs adhérents, en proie au désarroi, sont enclins à l'apaisement. La Pravda mettait en garde contre tout affrontement et l'absence de principes politiques, qui conduisent à un "désastre majeur". Les rappels à l'ordre également lancés dans l'éditorial risquaient pourtant d'être de moins en moins entendus. L'offre attrayante de donner un véritable "contenu économique, social, juridique, et politique" à la souveraineté des républiques - dans le cadre de l'Union soviétique toutefois - est probablement venue trop tard pour permettre d'endiguer les aspirations des Baltes à une rupture complète.

41. Un avertissement, plus énergique et plus péremptoire, a été délivré par le comité central du PCUS cette fois dans la presse soviétique du 27 août. Bien qu'il s'adresse directement aux populations baltes et à ses diverses composantes, mais aussi à tous ceux qui vivent dans la région, il est frappant que les puissants fronts populaires n'y soient mentionnés expressément qu'en termes négatifs (à propos de leur rôle dans l'organisation de la manifestation du 23 août). Quatre jours auparavant la Pravda avait en fait dénoncé le double jeu du front populaire lituanien (Sajudis). Des porte-parole soviétiques ont coupé court à toute spéculation à propos du rôle joué par M. Gorbatchev dans l'élaboration de ce document, publié pendant son absence, en y associant l'ensemble des instances dirigeantes du parti.

42. La réaction des partis communistes baltes et de leurs dirigeants a été de doser soigneusement des gestes d'apaisement et une réaffirmation de leur intention de rechercher plus de souveraineté. Le dirigeant du parti estonien, M. Valjas, a désavoué toutes les revendications à la sécession "dans les circonstances actuelles". Comme il était à prévoir, l'attitude de nombreux Baltes et des fronts populaires a été beaucoup plus négative : ils ont violemment réprouvé les menaces formulées implicitement. Bien évidemment, M. Gorbatchev a également indiqué qu'il perdait patience avec les Baltes. Le

C-M(89)57

- 15 -

2 octobre, 40 des 52 députés du peuple de Lituanie s'élevaient contre la déclaration du PCUS sur les républiques baltes. Le chef du parti lituanien, M. Brazauskas, a reçu deux appels téléphoniques de M. Gorbatchev qui, suivant une interview donnée ultérieurement par M. Brazauskas, a souligné qu'"aucune république ne quittera l'Union soviétique, mais, à l'intérieur de la fédération, les républiques peuvent tout obtenir".

43. Il est difficile de prévoir le cours que prendront les événements : cela dépendra dans une large mesure de la situation politique globale. Les désaccords entre Baltes portent généralement non pas sur le point de savoir s'il faut obtenir l'indépendance mais sur la façon d'y parvenir. S'adressant au plénum du comité central lituanien en juin, M. Brazauskas a déclaré qu'il existe un courant d'opinion pour qui il y a deux façons de faire sécession : trancher d'un seul coup le noeud qui est devenu si enchevêtré au bout de cinquante ans, ou le défaire. Plusieurs dirigeants du Sajudis ont envisagé la possibilité d'une déclaration d'indépendance unilatérale après les élections républicaines du printemps de 1990. Si cette éventualité se vérifiait, la manière de faire face à une telle situation placerait Moscou devant un dilemme. Un scénario possible serait d'intervenir, mais seulement en dernier recours.

VI. LA SITUATION POLITIQUE ET ECONOMIQUE EN POLOGNE

44. Depuis la signature des accords de la table ronde, les événements se sont encore précipités par rapport aux six mois précédents. Les élections des 4 et 18 juin ont constitué un référendum sur le communisme, la population ayant catégoriquement rejeté le régime et ses antécédents. La victoire écrasante de Solidarité et l'humiliante débâcle de presque tous ceux qui se sont présentés sur la "liste nationale" mal conçue ont été les signes avant-coureurs de l'impasse dans laquelle allait se trouver le premier ministre provisoirement nommé, le général Kiszczak, au moment de former un gouvernement.

45. Le basculement inattendu dans le camp de Solidarité des anciens "partis satellites" - le parti paysan unifié et le parti démocratique - est un fait sans précédent qui a assuré au mouvement les voix dont il avait besoin pour former son propre gouvernement de coalition. Que l'attitude de ces partis découle de la proposition de Lech Walesa, et de l'indiscipline au sein de l'ancienne coalition, ne modifie en rien le résultat. Pendant toute cette période, le nouveau parlement polonais s'est comporté comme l'"organe suprême du pouvoir de l'Etat", appellation qui lui était toujours donnée dans les publications officielles, sans toutefois se montrer à la hauteur de la tâche.

46. L'actuel gouvernement du premier ministre, Tadeusz Mazowiecki, résulte d'un dosage indispensable entre tous les éléments de l'actuel échiquier politique. Le parti ouvrier unifié détient les postes nécessaires pour préserver la stabilité du pays sur la scène internationale - c'est-à-dire la sécurité intérieure et la défense - ainsi que les transports et le commerce extérieur; Solidarité s'est attribué la part du lion des portefeuilles de l'économie, persuadée qu'il lui revient de faire avancer la réforme économique. Le parti paysan unifié (agriculture) et le parti démocratique (communications) ont reçu

des ministères qui peuvent leur permettre de renforcer leur crédibilité auprès de l'électorat.

47. Le parti communiste, démoralisé, est en proie au désarroi. Si certains de ses adhérents sont résolus à réformer le parti et à tenter de se présenter comme une force légitime en Pologne, d'autres ressentent colère et amertume devant les conséquences du processus de réforme qui les prive de leurs privilèges, porte atteinte à leur pouvoir, et les marginalise à certains égards. L'emprise du parti sur les militaires et sur la police, ainsi que sur la nomenclature, lui confère néanmoins beaucoup plus d'autorité que ne le donnerait à penser le nombre de postes qu'ils occupent au sein du cabinet. Il faudra plus que des textes législatifs pour mettre un terme au monopole de pouvoir qui s'étendait jusqu'alors à toute l'activité; il n'y a du reste que peu de façons d'apprécier les forces et les faiblesses d'institutions qui n'ont jamais eu à répondre de leurs actes et n'ont jamais été soumises à la discipline budgétaire. En d'autres termes, le système de nomenclature reste une force avec qui compter.

48. Quant à Solidarité, le mouvement doit maintenant faire la preuve qu'il est prêt à diriger un gouvernement, contrairement à ce qu'il affirmait depuis des mois. Alors qu'il n'a ni discipline de parti, ni programme clair, il doit renoncer à son rôle de porte-parole de l'opposition, en tant que syndicat, pour s'imposer effectivement comme leader politique.

49. Entre-temps, les difficultés économiques persistent. De tous les indicateurs économiques, l'inflation est le plus révélateur (avec une hausse de 60% de janvier à juin, en passe de se transformer en hyper-inflation) et malgré l'accord concernant l'indexation des salaires sur les prix, les revendications salariales se multiplient. Les hausses de prix anticipées dans le courant de l'été ont amené le consommateur à accumuler des réserves et à vider les magasins. Juillet a été marqué par un blocage général des salaires et des prix, dans une tentative de stabilisation, mais août a débuté par une dérégulation de nombreux secteurs de l'industrie alimentaire, et des augmentations ont suivi. Comme à l'accoutumée, les paysans ont conservé leur bétail en prévision de la hausse des prix d'acquisition, provoquant de nouvelles pénuries de viande. Avec la raréfaction des approvisionnements et l'attente, dans la paysannerie, de nouvelles majorations, l'envolée des prix alimentaires est devenue largement irréaliste, puisque les étalages restent vides. Les dirigeants polonais attendent de l'Ouest une aide alimentaire à court terme, pour traverser la période actuelle d'incertitude.

50. Le gouvernement table sur la facilité des Polonais à se plier aux vicissitudes économiques, pendant que la nouvelle structure du pouvoir se met en place. Il compte en fait sur la résignation de la population devant la persistance d'une économie de pénurie. Les mesures d'austérité décrétées par M. Mazowiecki seront peut-être acceptées plus aisément que si elles avaient été imposées par le général Kiszczak. Les Polonais espèrent parallèlement que Solidarité saura obtenir des résultats qu'ils n'auraient jamais attendus du parti ouvrier unifié. Ils comptent que M. Mazowiecki inscrira des réalisations à son actif dans un délai encore indéterminé, même si

C-M(89)57

- 17 -

pour le moment il dispose d'une certaine marge. Paradoxalement, son malaise passager, alors qu'il présentait son cabinet au Sejm, lui a acquis la sympathie du public, tout en faisant apparaître la fragilité du système en place.

VII. HONGRIE : MORT DU PSOH - NAISSANCE DU PSH

Une rupture historique et des intentions réformatrices clairement affirmées

51. Le parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH) créé le 1er novembre 1956 en pleine crise hongroise par Imre Nagy et Janos Kadar sur les décombres du parti communiste stalinien (parti des travailleurs hongrois), n'aura pratiquement pas survécu à Janos Kadar, évincé de sa direction en mai 1988, mis à la retraite en mai 1989 et décédé peu après.

52. Tirailé entre les aspirations plutôt orthodoxes du nouveau secrétaire général, M. Grosz, et de M. Berecz, membre du bureau politique, et le réformisme d'autres dirigeants comme MM. Nyers et Pozsgay, écartés du bureau politique en 1974 par M. Kadar et revenus en force en mai 1988, le PSOH a vécu de crise en crise et au bord de la scission. Les débats sur le multipartisme (refusé encore par M. Grosz en novembre 1988 et accepté en mars 1989), la réhabilitation d'Imre Nagy) - (le PSOH n'est pas admis, en juin 1989, à ses funérailles solennelles) et la réévaluation des événements de 1956 (non plus une "contre-révolution" mais une "insurrection populaire" selon M. Pozsgay) ont jalonné l'affaiblissement du PSOH. Ses membres (il en restait entre 600 et 700.000) le quittaient de plus en plus nombreux chaque mois.

53. Fin juin 1989, les réformateurs (qui le 12 avril avaient obtenu que M. Berecz quitte le bureau politique) imposent à M. Grosz une direction à quatre membres : M. Nyers devient président du PSOH qu'il dirige avec MM. Grosz, Pozsgay et Nemeth, premier ministre.

54. Enfin, après l'échec des candidats du parti au cours de quatre élections partielles tenues pendant l'été, un congrès extraordinaire est convoqué du PSOH pour le 6 octobre. Quatre-vingt pour cent des délégués élus pour y participer prennent part pour la première fois à un congrès du parti. Les "cols blancs" y sont majoritaires, contre 20% d'ouvriers. Le PSOH se saborde et se mue en un nouveau parti, le "parti socialiste hongrois" (PSH). Son programme, oeuvre pour l'essentiel de M. Pozsgay et de ses partisans réformateurs, a été adopté à l'unanimité, sans véritable débat. Il comportait pour l'essentiel :

- La rupture avec le marxisme-léninisme : "le parti se démarque de toutes les variantes du stalinisme et du néo-stalinisme. Il s'engage sur la voie des réformes et a fait les premiers pas vers le socialisme démocratique".
- La création d'un système institutionnel de socialisme démocratique. A savoir notamment : un Etat de droit démocratique, reposant sur un large consensus national, l'introduction des institutions de la démocratie directe (référendum et initiatives populaires), le partage équilibré du

pouvoir entre différents centres et organisations, un parlement élu librement, devant lequel le gouvernement serait responsable, un président de la république élu et chargé de maintenir l'équilibre entre les composantes du pouvoir, le multipartisme, l'autonomie du pouvoir local et de la justice.

- L'instauration d'une économie de marché et d'un système mixte de propriété : "la condition fondamentale du renouveau économique est la réforme de la propriété...". Co-existeront alors la "propriété d'Etat, fournissant des services publics", la "propriété collective, organisée sous forme de coopératives", la propriété "par les institutions sociales et les corps autogérés" et enfin la "propriété privée ... une des forces motrices indispensables à la croissance". Le PSH s'engage à "fournir des garanties constitutionnelles pour l'égalité des chances entre les différentes formes de propriétés", à créer un "système financier prévisible, stable et flexible", et à rendre le forint convertible.
- Le nouveau parti socialiste hongrois est à la fois un "parti socialiste de gauche qui prône la synthèse des valeurs de base socialistes et communistes", un "parti du peuple", un "parti des réformes, qui concentre ses efforts sur la transition pacifique vers la démocratie", un "parti de la nation, qui associe le soutien des intérêts des Hongrois et des minorités ethniques nationales avec la solidarité internationale et assure la défense des Hongrois vivant à l'étranger", un "parti démocratique, qui rejette le centralisme démocratique".

55. Outre un président, (M. Nyers) - dont l'élection a été très facile (88%) - un "comité directeur" de 23 membres (qui remplace le bureau politique du défunt PSOH) a été plus difficilement élu par le congrès. Une courte majorité s'est dégagée en faveur des réformateurs (13).

56. Plusieurs échéances sont attendues sur le plan de la politique intérieure. Les membres de l'ancien PSOH ont dû faire connaître par écrit leur adhésion au PSH, mais la date limite a été repoussée. Le 25 novembre 1989 devrait avoir lieu l'élection du Président de la république sans que l'on sache avec certitude si le président va être élu au suffrage direct ou par le parlement; un référendum pourrait être organisé sur ce point. M. Pozsgay, réformateur et ancien membre du bureau politique, qui aurait été le candidat du PSOH à cette élection, sera le candidat du PSH. Au printemps 1990 se tiendront des élections libres pour désigner le nouveau parlement.

Les ambiguïtés et les rivalités qui subsistent

57. Le congrès fondateur du PSH est l'oeuvre de M. Nyers. Cet ancien social-démocrate, rallié au parti communiste lors de la fusion des partis imposée après-guerre, père des réformes économiques hongroises, écarté en 1974 du bureau politique par M. Kadar, a conduit le 14ème congrès du PSOH en éliminant les extrêmes et en veillant à renforcer le caractère réformiste du

C-M(89)57

- 19 -

parti. Il a forgé le compromis entre les six "plates-formes" fondatrices du PSH et s'est attaché à prévenir toute scission, contre l'avis d'autres réformateurs qui, comme M. Pozsgay, auraient préféré une rupture plus nette avec les communistes.

58. Des rivalités subsistent : les ultra-réformistes intègrent le PSH mais ils ont été écartés du "comité directeur"; la "Fédération des réformistes" (20% du congrès) rassemble les partisans de M. Pozsgay qui souhaitaient une séparation plus nette entre conservateurs et réformateurs; la plate-forme démocratique-populaire (5%) regroupe les marxistes réformistes attachés à l'union et pas hostiles à M. Nyers; le "renouveau du PSOH" (1%) autour de MM. Grosz et Berecz se prononce contre le PSH et pour le maintien du PSOH; la "société Janos Kadar" reste fidèle aux valeurs marxistes-léninistes "traditionnelles", et semble s'acheminer vers la constitution d'un nouveau parti communiste hongrois (la veuve de Kadar s'est désolidarisée de cette formation).

59. Le congrès fondateur du PSH a consigné dans des textes fondamentaux les bouleversements initiés par le défunt PSOH (multipartisme; révision de l'histoire; économie de marché; droits de l'homme) et a ainsi marqué la rupture avec le parti-état. Mais il pose aussi, compte tenu des prochaines élections parlementaires, la question cruciale de la crédibilité du nouveau parti envers l'électorat hongrois. Quel succès aura le PSH auprès de ses adhérents? Combien d'anciens membres du PSOH rejoindront-ils ses rangs? Quel sera le comportement de la nomenklatura hongroise? Les nouveaux adhérents seront-ils assez nombreux pour donner aux Hongrois le sentiment qu'ils ont affaire à un nouveau parti? Ou l'impression persistera-t-elle de l'habillage moderne d'une réalité ancienne et rejetée?

60. Le pari tenté par bien des dirigeants réformistes de l'ex-PSOH, et notamment M. Pozsgay, est clair. Ils entendent acquérir une certaine popularité en provoquant et conduisant des réformes profondes. Une révision de la constitution, votée le 18 octobre, consacre le multipartisme. Ils espèrent aussi sortir vainqueurs (30 à 35% des voix) des prochaines élections libres. Y parviendront-ils? A cet échec avoué du communisme, la population sera-t-elle tentée d'opposer la résurgence du nationalisme (qui par le passé a connu en Hongrie des formes extrêmes)? Quel rapport le PSH aura-t-il avec le parti soviétique et l'URSS? La presse de Moscou manifeste une certaine perplexité et souligne le "changement de nature" du parti hongrois, les ambiguïtés de sa démarche. Quel sera le comportement de l'opposition hongroise, assez morcelée, envers le nouveau PSH? Cherchera-t-elle à l'identifier - pour des raisons électorales - à l'ancien PSOH? Ou au contraire verra-t-elle en lui le possible partenaire d'une future coalition gouvernementale?

VIII. BULGARIE : CAUSES DE L'EMIGRATION FORCEE

61. La période sous revue a été dominée par l'émigration massive de Turcs de souche (2). De la fin mai à la fin août, 317.000 personnes environ avaient regagné la Turquie. L'exode semble avoir pour origine la violente réaction des autorités bulgares à la campagne menée début mai par certains groupes de défense des droits civils de la population d'origine turque en vue d'obtenir le rétablissement de ses droits ethniques et culturels.

62. Le régime a largement puisé dans le discours nationaliste pour justifier ses actions contre une minorité forte de 1,5 million de Turcs (3). La campagne d'assimilation n'est que la dernière en date d'une série de tentatives visant à créer un Etat homogène, mais la campagne a lamentablement échoué et n'a eu d'autre effet que de durcir l'opposition des Turcs. Des marches et des grèves de la faim ont eu lieu tout au long du mois de mai, dans les régions du Nord-Est et du Sud de la Bulgarie où les Turcs constituent une forte minorité. Les manifestations ont été réprimées par la force et, suivant les autorités bulgares, ont fait 7 morts et 28 blessés. Le bilan des pertes en vies humaines est probablement bien supérieur.

63. A la fin mai, les autorités ont entrepris d'expulser de nombreux Turcs, dont certains militants pour les droits de l'homme, qui avaient pris part à des manifestations, soit vers la Turquie soit vers des pays de transit (comme l'Autriche). Suite à l'appel lancé par M. Jivkov à la Turquie pour qu'elle ouvre ses frontières à tous les "musulmans bulgares" désireux d'émigrer, des milliers de Turcs d'origine ont profité de la libéralisation de la réglementation sur les passeports annoncée début mai pour demander des visas de sortie. Les formalités exceptionnelles de sortie qui s'inspirent des dispositions de la nouvelle loi sur les passeports qui devait prendre effet le 1er septembre, ont servi un double objectif : sur le plan de la propagande, Sofia peut désormais se targuer de remplir ses obligations dans le cadre de la CSCE; sur le plan politique la campagne d'assimilation a trouvé un nouveau souffle : tous ceux qui se considèrent comme des Turcs regagneront leur patrie d'origine, tandis que ceux qui choisissent de rester optent ipso facto pour l'assimilation.

64. Le départ massif vers la Turquie a cependant démontré aux autorités que leur politique d'assimilation était rejetée par la majorité de la communauté turque en Bulgarie et non pas seulement par une poignée d'activistes. C'est

2) L'expert grec a jugé nécessaire de noter que l'expression utilisée dans les traités internationaux fixant les obligations de la Bulgarie en la matière et reflétant la réalité est celle de "minorités musulmanes", composées de divers groupes ethniques.

3) L'expert grec a jugé nécessaire de faire observer que diverses estimations occidentales avancent le chiffre de 1 million environ pour le groupe musulman en question.

C-M(89)57

- 21 -

essentiellement une erreur d'évaluation de la part des Bulgares qui est à la source de l'exode de plus de 310.000 Bulgares d'origine turque. Désarçonnée par la réponse turque la Bulgarie n'a eu d'autres choix que de laisser partir une grande partie de ses citoyens. D'ailleurs, le caractère forcé de cet exode représente une preuve de plus qu'il déplaisait aux autorités bulgares; celles-ci jusqu'à ce que les candidats au départ gagnent la frontière ont tout fait pour leur rendre la vie difficile, pour les réprimer. C'est donc pour les autorités bulgares un exode qui s'est fait à contrecœur. Le flux des départs s'est fortement raréfié à la fin août, lorsque la Turquie a réintroduit l'obligation de visas, mais de nombreux Turcs d'origine continuent à demander l'autorisation de partir. La décision du gouvernement turc part du principe que la signature prochaine d'un accord d'émigration avec la Bulgarie, qui sera à la fois conforme aux normes internationales et sauvegardera les biens et les droits sociaux des réfugiés, serait possible.

IX. CHANGEMENT DE VISAGE DE L'OPPOSITION POLITIQUE EN TCHECOSLOVAQUIE

65. L'opposition a considérablement élargi sa base en Tchécoslovaquie au cours des six derniers mois. L'Eglise, la charte 77 et les dirigeants rescapés du printemps de Prague, réunis en une sorte d'alliance, ont contribué à transformer l'attitude passive de désaffection envers le régime en une force dynamique de changement. Une jeunesse politisée tourne ses énergies vers des thèmes d'intérêt particulier, comme l'écologie ou le service militaire. Une nouvelle société civile, avec ses publications clandestines, ses expositions d'art et ses groupes religieux indépendants, a pris racine dans la zone intermédiaire entre la contestation ouverte et la légitimité. L'opposition n'emprunte toutefois pas les mêmes voies que dans d'autres pays du Pacte de Varsovie. Rien ne permet de penser qu'une contestation de plus en plus hardie et générale se transformera en un mouvement politique de masse à l'échelle de Solidarité. En dépit de pénuries sur le marché intérieur, le niveau de vie n'a pas baissé de façon catastrophique, créant les conditions sociales qui ont permis l'essor de Solidarité. L'opposition est actuellement une mosaïque d'éléments façonnés par des tendances sociales et historiques longues.

66. La charte 77 qui réunit actuellement 1.500 signataires environ (il n'y a pas à proprement parler de membres du mouvement, mais seulement des signataires) et le Comité de défense des personnes injustement poursuivies (VONS) dont font partie quelques douzaines de "chartistes" engagés, sont les seules formations d'opposition dignes d'être mentionnées. Depuis 1987, toutefois, près de 30 nouveaux groupes dissidents les ont rejoints. Certains sont des ramifications de la "charte", mais la plupart sont indépendants. La section "de jazz" de l'association des musiciens tchécoslovaques avec ses 5.000 membres environ existe certes depuis 1970 mais ce n'est que depuis 1987 qu'elle a pris un caractère d'opposition, notamment par ses publications "indépendantes". L'an dernier, toutefois, le nombre de membres de l'opposition "organisée" a sensiblement augmenté. A l'heure actuelle, les initiatives de la charte reçoivent un nouvel élan grâce au soutien de l'Eglise et d'anciens dirigeants du printemps de Prague, et sur le plan international, à l'appui ou aux conseils de certains anciens dissidents polonais, devenus des représentants

officiels de Solidarité. Ce consensus populaire est grandement renforcé par les programmes de Radio Free Europe dont le régime a cessé le brouillage à la fin de l'année dernière.

67. L'Eglise catholique participe de plus en plus activement au mouvement de réforme. Le cardinal Tomasek a publiquement condamné la brutale répression des manifestations en janvier dernier. Une pétition portant 600.000 signatures avait auparavant été remise au gouvernement pour réclamer une plus grande liberté de religion. Un rapprochement de fraîche date s'est matérialisé de façon symbolique dans les entretiens que les porte-parole de la charte 77 et Alexandre Dubcek, ont eus avec le cardinal pendant la semaine de la célébration de son 90ème anniversaire en juin dernier.

68. Le "réveil" des communistes réformistes de 1968 est venu renforcer la base de l'opposition. Avec d'autres personnalités comme Vaclav Havel, M. Dubcek est resté présent dans les mémoires des Tchécoslovaques. Il a contribué à transformer l'attitude passive de soutien au changement en un militantisme actif parmi l'intelligentsia et les communistes qui avaient été victimes des purges. La création d'un groupe d'opposition réunissant les réformateurs de 1968 ("Obroda"), avec des branches dans tout le pays, a été un pas important, en ce sens qu'elle offre une nouvelle voie officielle d'action politique. Les six derniers mois ont été ponctués d'une étonnante série de rencontres entre représentants des communistes épurés et de hauts dirigeants du secrétariat du parti. Le secrétariat a demandé et obtenu des propositions de réformes économiques et politiques. Le régime semble en avoir conclu que les communistes réformateurs pourraient être des interlocuteurs valables dans un dialogue dont M. Gorbatchev prône avec insistance l'ouverture.

69. L'opposition s'est lancée dans des activités, avec lesquelles elle s'identifie de plus en plus, dans la zone intermédiaire entre la dissension déclarée et les structures officielles. Des groupements de jeunesse indépendants, mais aussi des activistes de l'Eglise, la publication de zamizdats et la renaissance de la section jazz rebaptisée Artforum, entrent dans cette catégorie. De même, de nombreux membres de l'académie de sciences, artistes et acteurs ont décidé de se rallier à la réforme en signant la dernière pétition de l'opposition, ("Quelques phrases"). Selon les derniers comptages, 30.000 personnes environ avaient signé depuis juillet cette pétition à caractère politique, la plus populaire depuis les années 60.

70. Le régime a réagi à cet élargissement de l'opposition en engageant très provisoirement le dialogue, tout en réprimant sévèrement les activités qu'il tient pour inacceptables. La ligne de partage semble être toute contestation du rôle dirigeant du parti communiste. La répression et parfois des peines d'emprisonnement frappent ceux qui dénoncent cette primauté dans des zamizdats, des pétitions ou dans des manifestations. Le régime sanctionne durement ceux qui utilisent Radio Free Europe pour s'élever contre la primauté du parti, ou pour promouvoir des pétitions ou des manifestations. Les violations flagrantes des droits de l'homme se poursuivront donc dans l'avenir prévisible, malgré le dialogue engagé par le régime dans des conditions soigneusement délimitées.

C-M(89)57

- 23 -

*
* *

X. Y O U G O S L A V I E : R I V A L I T E S E N T R E R E P U B L I Q U E S

71. Les efforts du premier ministre, Ante Markovic, pour faire la synthèse du modèle centraliste serbe et du libéralisme de style slovène dans le cadre d'une réforme de marché, sont entravés par l'hyperinflation que connaît le pays, et les prétentions à l'hégémonie du président serbe, M. Milošević. D'ici à la fin de l'année le taux d'inflation devrait dépasser les 1.500%. Les grèves de travailleurs, les revendications paysannes et le mécontentement généralisé des consommateurs mettent à très dure épreuve le gouvernement, qui se voit contraint de s'attaquer aux symptômes et non aux problèmes structurels sous-jacents. Le fossé entre les républiques ne cesse de se creuser et la situation pourrait devenir plus explosive si le système et le centre continuent de s'affaiblir.

72. M. Milošević a exploité le désarroi qui règne à Belgrade pour promouvoir ses propres programmes de réforme économique et politique. Dans le courant de l'année, il avait atteint ce que beaucoup considèrent comme son apothéose, en orchestrant la promulgation d'amendements à la constitution de la Serbie, qui codifiaient les coups d'Etat pro-serbes dans les provinces autonomes serbes de la Vojvodine et du Kosovo.

73. L'antagonisme entre la Serbie et la Slovénie persiste, et les récents événements survenus dans les deux républiques, ne laissent guère présager une réconciliation. M. Milošević, pour sa part, tente d'imposer sa propre vision d'un parti uni, fondamentalement autoritaire, mais aussi la domination de la Serbie sur le reste de la fédération. Les Slovènes continuent de défendre leur conception d'une confédération souple et pluraliste. Le plénum de la ligue des communistes sur le Kosovo, qui s'est tenu le 17 mai, a révélé à quel point les dissensions entre Serbes et Slovènes s'étaient alors envenimées. Un échange de lettres entre les deux présidences est par la suite venu aggraver le conflit.

74. La Slovénie est mécontente de son statut au sein de la fédération yougoslave. Ses relations avec la Serbie sont à la base du problème. Bien que les deux républiques soient favorables à d'importantes réformes économiques, politiques et sociales, elles s'opposent sur la façon de les mettre en oeuvre. Le président de la ligue des communistes de Slovénie, M. Kucan, a laissé entendre à plusieurs reprises que si les relations ne s'amélioraient pas au sein de la fédération, la Slovénie n'aurait d'autre choix que de faire sécession. En fait, la commission constitutionnelle de l'Assemblée nationale slovène a adopté des amendements à la constitution de la république, dont le plus controversé est une clause revendiquant le droit à la sécession. La décision slovène a provoqué une violente controverse au niveau fédéral et inter-républicain, mais tant que les Slovènes ne tenteront pas d'exercer ce droit, tout risque d'intervention armée semble écarté. Etant donné en outre l'important rôle économique et politique de la Slovénie et sa dépendance à l'égard des ressources naturelles de la Serbie, de la Macédoine, du Kosovo et de la Bosnie, une rupture paraît peu probable.

75. La nouvelle explosion d'activisme nationaliste en Serbie a enhardi les adversaires de M. Milosévić en Croatie et en Bosnie. Le 8 juillet, des Serbes du Montenegro et de Serbie ont afflué en masse à Knin, en Croatie, venant grossir les rangs des manifestants serbes locaux, à l'occasion de la consécration d'un monastère serbe. Cette démonstration de force des partisans de Milosévić, sur le territoire croate, a bouleversé les autorités de la république et les a conduits à s'associer aux Slovènes pour protester contre les tentatives d'"homogénéisation grand-serbe". Craignant une action de masse de la forte minorité serbe résidant sur leur territoire, les dirigeants de Bosnie se sont joints à eux. Au plénum des nationalités des 30 et 31 juillet, les Serbes et M. Milosévić ont été accablés d'invectives, notamment par les forces armées. La Macédoine qui se range généralement dans le camp Milosévić, s'est à son tour indignée des tentatives serbes en vue d'obtenir l'abrogation de lois prévenant toute demande de Serbes installés en Macédoine dans les années 1920 à 1940, en vue de rejoindre les territoires d'où ils ont été chassés pendant la deuxième guerre mondiale.

76. Le quatorzième congrès de la ligue des communistes de Yougoslavie actuellement reporté à janvier 1990 pourrait être le théâtre d'un affrontement majeur entre républiques. Dans un geste de compromis envers la Slovénie, le congrès se réunira en session ordinaire, mais sous le label de congrès "extraordinaire". Ceci limitera les avantages tactiques qui sinon auraient été acquis à la Serbie.

XI. RELATIONS DE L'ALBANIE AVEC LES PAYS DU CAEM

77. En septembre, la Tchécoslovaquie et l'Albanie ont porté leurs relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs. La Pologne reste le seul pays d'Europe de l'Est qui n'ait pas encore renvoyé d'ambassadeur à Tirana, après la rupture des relations en 1968. Malgré cette évolution de la situation sur le terrain diplomatique, l'Albanie souhaite maintenir au minimum ses relations politiques avec les pays du Pacte; elle continue d'éviter les contacts entre partis. Elle est néanmoins désireuse de développer ses liens économiques avec eux afin d'améliorer son infrastructure industrielle sans déboursier de devises fortes. En revanche rien ne permet de penser que l'Albanie reviendra sur son refus d'établir des relations diplomatiques avec l'URSS.

78. La visite en juin de M. Oskar Fischer, ministre des affaires étrangères de RDA, est l'événement le plus notable sur le plan des relations avec d'autres pays d'Europe orientale. C'est la visite à plus haut niveau faite par un pays du Pacte de Varsovie depuis la rupture de Tirana avec l'URSS en 1961. Au cours de son séjour, M. Fisher, a signé des accords de coopération économique et industrielle, ainsi que des accords sur la santé. Les deux pays projettent d'intensifier leurs échanges commerciaux à hauteur de 200 millions de marks par an. Pour l'ensemble de ses activités, la Bulgarie se classe peut-être au deuxième rang, immédiatement derrière la RDA. La normalisation des relations entre les deux pays progresse à marche forcée. Un accord de coopération scientifique, économique et technique est appliqué. Malgré sa situation économique défavorable, la Roumanie est parvenue à livrer des biens de

C-M(89)57

- 25 -

consommation durables et des machines et à offrir son savoir-faire dans le domaine de la prospection pétrolière, en plus d'une coopération agricole. La Tchécoslovaquie reste le premier partenaire commercial de l'Albanie.

79. Il semble donc que les dirigeants albanais tentent adroitement de tirer profit de la cour que lui font les pays de l'Est pour normaliser leurs relations. Toutefois, les dirigeants albanais ne sont pas disposés à sacrifier leur anti-soviétisme profondément ancré. L'amélioration des liens avec les pays d'Europe orientale constitue en outre une mesure de sécurité qui permet à Tirana de ne pas dépendre pour son développement seulement des pays occidentaux ce qui placerait le pays dans une position intenable du moins au plan idéologique.